

URGENCE SOLIDARITÉ LIBAN

A ce jour, le bilan de la terrible explosion du 4 août, qui a dévasté une partie de BEYROUTH, s'élève à 220 morts et 7000 blessés. Des dizaines de milliers de logements sont détruits.

Le port qui assure 80 % des importations du pays est à l'arrêt pour longtemps, sans parler des conséquences sur la pollution liée aux produits chimiques qui ont brûlé.

La situation sanitaire, déjà catastrophique avant l'explosion, s'est encore aggravée, d'autant que l'essentiel des besoins du pays, comme les médicaments, les produits pétroliers ou agricoles, sont importés.

Les 2750 tonnes de nitrate d'ammonium entreposées dans les silos depuis des années sont clairement mises en cause dans cette explosion. C'est ce même composant chimique qui en France a conduit à la catastrophe d'AZF avec un bilan que nous connaissons tous de 31 morts et plus de 22 000 blessés.

➔ **QU'EST-CE QUI A PROVOQUÉ CETTE EXPLOSION DU 4 AOÛT ?**

Si plusieurs hypothèses sont sur la table, pour la **FNIC CGT** la seule chose qui est difficilement contestable c'est l'absence de mesures de sécurité, connue de tous les politiques, entourant le stockage depuis plusieurs années de ce produit dangereux.

Le nitrate d'ammonium est produit en masse dans le monde, plus de 20 millions de tonnes par an, soit l'équivalent chaque jour de 20 fois la quantité qui a explosé à BEYROUTH. Les stockages de plusieurs centaines et milliers de tonnes sont donc fréquents.

Rappelons-nous que la France représente 8 % de la consommation mondiale de nitrate d'ammonium, pour l'année 2017. La France a importé 332 694 tonnes et, à ce jour, ce sont plus de 100 sites de stockage, disséminés un peu partout dans l'hexagone, pouvant

contenir de 350 tonnes à 30 000 tonnes pour le port de SAINT MALO, par exemple.

Sans compter les petites infrastructures, avec moins de 350 tonnes, telles que dans l'agriculture, qui ne sont pas comptabilisées.

Ce stockage est d'abord la conséquence d'un système économique de recherche d'un maximum de profits, qui n'hésite pas à mettre sur l'eau des bateaux poubelles, sans se soucier de leurs cargaisons, juste pour tirer un maximum de bénéfices sur le transport.

C'est aussi la responsabilité des gouvernements qui négligent ou dévoient les politiques de sécurité industrielles et mettent en danger les travailleurs et la population.

Macron, si prompt à intervenir au Liban, ferait bien de revoir sa copie, lui qui a supprimé les CHSCT, remettant en cause les quelques avancées en matière de santé et sécurité au travail arrachées suite à l'explosion d'AZF.

Combien de victimes faudra-t-il pour que des véritables mesures soient mises en place pour ne plus revivre ces cauchemars !

La finance, depuis longtemps, a pris le pas sur la santé et la vie des travailleurs et des populations, avec la complicité des gouvernements respectifs partout sur la planète.

Aujourd'hui, l'urgence pour les Beyrouthins et plus largement les Libanais est l'approvisionnement alimentaire et en médicaments avec la reconstruction.

La **FNIC CGT** a déjà répondu à une demande d'aide financière d'urgence du syndicat FENASOL.

➔ En solidarité avec les travailleurs et la population du Liban, la Fédération met en place une caisse d'entraide spécifique. Vous pouvez envoyer vos chèques, à la Fédération à l'ordre de la FNIC-CGT en précisant au dos du chèque SOLIDARITÉ LIBAN, à la Fédération, qui transmettra.